

Claude Cuenot

Besançon, le 23 février 2020

10, rue de Savoie

claudc.cuenot@wanadoo.fr

La liste Lutte ouvrière-Faire entendre le camp des travailleurs, conduite par Nicole Friess, pour les élections municipales à Besançon

à

Le Pacte Grand Besançon

Nous avons bien reçu vos demandes d'engagement et nous vous en remercions. Nous répondons à certaines de vos propositions mais nous tenons d'abord à vous indiquer combien notre démarche politique est différente de la vôtre.

Nos candidats se présentent pour affirmer qu'on ne pourra pas enrayer les catastrophes sociale, économique et écologique sans arracher le contrôle des entreprises aux capitalistes. Nos élus au conseil municipal chercheraient à faciliter l'organisation des travailleurs à travers tous les combats collectifs qu'ils pourraient mener.

Pour nous, le réchauffement climatique, la pollution, la dégradation de l'environnement sont des conséquences du système capitaliste. De fait, les capitalistes qui s'enrichissent du travail de centaines de millions de travailleurs dans le monde menacent l'avenir de l'humanité. Dans un contexte où nombre de candidats aux élections municipales, de droite et de gauche en passant par le Rassemblement national, se prétendent désormais plus verts que verts, ils se préparent à faire payer la transition écologique par la population. A notre avis, l'écologie est incompatible avec le capitalisme.

Se contenter de réfléchir à l'échelle individuelle, de faire chacun de petits gestes nous semble peu efficace. De même, il est impossible de changer les choses petit bout par petit bout à l'échelle d'une municipalité. Mais c'est même plus grave : montrer du doigt les individus, et en particulier les plus pauvres, revient à dédouaner ceux qui organisent toute la production et le fonctionnement de la société. De même, il ne s'agit pas simplement de mettre en cause la prétendue société de consommation ou le productivisme. Cette approche empêche de comprendre que la véritable logique du système n'est ni de consommer plus, ni de produire plus, mais de créer davantage de profits, par n'importe quel moyen.

A qui la faute si les constructeurs automobiles comme Renault ou Volkswagen ont menti sur les émissions polluantes de leurs voitures ? A qui la faute, si on a supprimé le transport de marchandises par train pour mettre des camions sur les routes ? Ce ne sont pas les consommateurs qui choisissent tel ou tel mode de consommation, ce sont les grandes entreprises, celles du pétrole, de la chimie, de l'automobile, les groupes immobiliers et les banques. Avec les Etats à leur service, ces capitalistes façonnent nos modes de consommation et de déplacement.

Il ne s'agit pas de se demander comment on peut lutter contre le réchauffement climatique à l'échelle communale. Bien sûr que des aménagements

sont justifiés dans ce cadre et que nous pouvons les examiner en lien avec la population, en associant les travailleurs, les syndicats et les associations aux décisions à prendre. Mais nous ne voulons en aucun cas faire croire que ce sera suffisant. Pas plus qu'on ne peut changer la vie des travailleurs à l'échelle d'une commune, on ne peut changer le climat dans ce cadre. Il ne s'agit pas d'essayer de créer des isolats cherchant à préserver l'environnement dans un monde qui le saccage. Ce n'est pas dans le cadre du capitalisme que nous pouvons lutter contre le réchauffement climatique et ses conséquences.

Tous ceux qui sont convaincus que l'heure de la mobilisation écologique a sonné doivent se poser les questions jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à remettre en cause l'organisation sociale. C'est à ce niveau que se situe l'urgence. Se soucier de l'avenir de l'humanité et de la planète, c'est d'abord prendre conscience que seule la révolte consciente de millions de travailleurs contre le système qui les exploite prépare l'avenir. Si nous voulons en finir avec le pillage des ressources naturelles, le réchauffement climatique ou la pollution, nous devons en finir avec la domination du capitalisme à l'échelle de la planète. A la place de ce système qui est le règne de l'intérêt privé, il faut imposer la gestion collective des moyens de productions et le règne de l'intérêt général.

C'est seulement dans cet esprit que nous donnons notre avis sur les points qui suivent.

Réponses :

2) Financement éthique :

Les collectivités dépendent des banques pour leurs investissements et un certain nombre d'entre elles ont été touchées par le scandale des prêts à taux variable, avec de grandes difficultés pour s'en sortir. Les banques financent plus facilement les grands projets qui rapportent plutôt que des projets avec d'autres ambitions. On comprend la volonté d'échapper à cette dictature des financiers.

Pour autant, Lutte ouvrière ne se berce pas d'illusion sur le développement de la « finance solidaire ». Il ne s'agit pas de chercher à développer des moyens de financement parallèles comme les financements participatifs aux milieux de banques rapaces. Vous citez l'exemple du financement des éoliennes de Chamole. Mais si les habitants estiment que de tels aménagements sont nécessaires pour l'avenir de la société, il s'agit de se battre pour les décider et les financer dans leur ensemble, à l'échelle globale, en se donnant les moyens d'échapper à la mainmise des capitalistes sur ce pan de l'économie. Et pas seulement éolienne par éolienne.

Par leurs mobilisations, les travailleurs devront contrôler l'ensemble du système bancaire. Lutte ouvrière est pour l'expropriation des banques et pour leur gestion dans l'intérêt collectif.

6) Préserver le foncier agricole, faciliter l'installation de nouveaux agriculteurs dans une logique paysanne :

Les agriculteurs doivent pouvoir vivre de leur travail, où qu'ils soient. En

périphérie des villes, ils subissent en plus la pression immobilière qui contraint les surfaces et rend les déplacements de matériels agricoles plus difficiles. En même temps, les besoins en logements existent et beaucoup d'habitants sont contraints de partir de plus en plus loin pour se loger. Selon les besoins, des logements doivent être construits dans les communes proches des villes.

Cette question de l'équilibre entre les surfaces agricoles et les surfaces habitées montre la nécessité de se débarrasser des pressions des groupes immobiliers, pour lesquels seuls comptent les profits à réaliser.

8) Préserver les trames vertes, bleues, brunes, noires pour redonner sa place au vivant dans la ville :

Pour nous, il s'agit de porter d'abord les efforts sur les conditions de vie des habitants.

Le vivant doit avoir sa place dans la ville et bien des initiatives peuvent être prises en ce sens. Mais elles paraissent bien souvent dérisoires alors que les espèces vivantes sont saccagées à l'échelle nationale.

13) Contribuer à la fin des projets et infrastructures qui augmentent les émissions des gaz à effet de serre :

De tels projets portés par des groupes commerciaux spécialisés (comme celui d'une nouvelle zone commerciale pour les ventes en ligne à Ecole-Valentin, retoqué dernièrement) sont souvent justifiées par des promesses de création d'emplois. En fait, ils se traduisent par des créations pour les uns et par des destructions d'emplois pour les autres. Au-delà des émissions de gaz à effet de serre que génèrent de tels aménagements, l'intérêt collectif serait de ne pas céder aux demandes de ces groupes immobiliers et commerciaux et de ne pas les aider pour les divers aménagements que leurs projets nécessitent.

15) Priorité aux mobilités actives (marche à pied, vélo) dans la ville :

Comme loisir et pour les déplacements courts, nous sommes pour des pistes cyclables protégées du trafic routier. Sur ce point, nous nous permettons de rappeler que la ville de Besançon a été longue à s'engager dans cette voie. Il y a plus d'une dizaine d'année, un dramatique accident a coûté la vie à une jeune salariée en vélo renversée et écrasée rue de Dole à 6 h 30 sur un trajet de 1,5 km entre son domicile et son lieu de travail. Cet événement a malheureusement montré que ces aménagements de pistes cyclables vraiment protégées étaient alors insuffisants. Depuis la ville les a étendues mais il reste encore à faire. Il est absolument nécessaire de prendre en compte les besoins exprimés par les associations d'usagers.

Dans ce domaine comme dans d'autres, une municipalité au service des travailleurs et de la population s'appuierait sur l'avis des habitants des quartiers pour tous les besoins de sécurisation des points dangereux pour les piétons et les

cyclistes, afin de les recenser et de les réaliser.

16) Limiter la place des véhicules les plus polluants dans la ville :

C'est encore un sujet qui prouve la nécessité de s'en prendre aux capitalistes qui pèsent d'une part sur les déséquilibres entre lieux de résidence et lieux d'emplois, et d'autre part sur les flux de marchandises.

Aujourd'hui, les travailleurs et la population ne contrôlent pas les industries capitalistes. Concernant les flux liés à l'activité des entreprises, l'augmentation du trafic des poids lourds dans les agglomérations résulte des choix opérés au nom de la « compétitivité des entreprises », avec notamment la généralisation du fonctionnement en flux tendus qui a renforcé le « tout camion ». Dans ce contexte, la décision de la SNCF au début des années 2000 de mettre fin à la collecte des « wagons isolés » pour des raisons de rentabilité a eu pour conséquence d'augmenter le trafic par camions. Ainsi à l'échelle de la métropole, le fret ferroviaire devrait être remis en place pour l'approvisionnement et une partie des livraisons pour plusieurs entreprises qui disposent déjà d'un accès ferroviaire ou se trouvent à proximité. Mais on ne pourra pas lutter contre cette organisation des flux sans s'en prendre aux capitalistes eux-mêmes et pas à l'échelle locale. Il nous paraît donc scandaleux de culpabiliser les automobilistes si on ose pas s'en prendre aux capitalistes qui mettent de plus en plus de camions sur les routes.

L'augmentation des déplacements individuels reflètent le désordre qui règne dans cette société. A qui la faute, si on a laissé les HLM se dégrader et s'il est devenu de plus en plus difficile de se loger convenablement à l'intérieur des villes en raison de la hausse des prix de l'immobilier, d'où des populations s'éloignant de plus en plus et obligées de se déplacer chaque jour en voiture ? C'est pourquoi nous refusons de culpabiliser les automobilistes qui habitent loin et doivent se déplacer sans cesse. C'est encore un sujet qui montre la nécessité de changer tout le fonctionnement de la société et de prendre en compte de manière rationnelle lieux d'habitation et lieux de travail.

Le développement des transports collectifs selon les besoins des travailleurs, de la jeunesse scolarisée et pour les loisirs serait donc un moyen de protéger l'environnement. Le financement des transports collectifs devrait être assuré par les grandes entreprises, les collectivités territoriales et l'Etat. Le versement transport est insuffisant. Plusieurs entreprises ont quitté Besançon en prétextant qu'elles le jugeaient trop élevé : dans ce cas, elles devraient rembourser les autres aides qu'elles ont reçues de la part des collectivités.

18) Valoriser le traitement des déchets en régie :

Face aux grands groupes de retraitement des déchets qui font de l'or avec les ordures ménagères, le traitement en régie semble une mesure de bon sens. Pour autant, les collectivités restent dépendantes du capitalisme pour le financement et l'entretien des installations, qui reste entre les mains de grands groupes capitalistes, ce qui pèse également lourdement sur leur budget.

22) Limiter la place de la publicité dans l'espace public :

Nous ne sommes pas pour la limitation mais pour la suppression de la publicité dans l'espace public.

26) Dispositif de premier accueil en lien avec les acteurs associatifs pour les personnes étrangères à leur arrivée, quel que soit leur statut :

Nous sommes entièrement favorables à ce projet. Par ailleurs, nous rappelons que nous sommes pour la libre circulation et la libre installation des personnes.

32) Monnaies locales :

Nous avons déjà répondu sur ce point à l'association « La Pive », présente dans le Pacte.

Recevez nos sincères salutations.

Claude Cuenot

Pour la liste Lutte ouvrière à Besançon